

progression ou en régression. Nous n'analyserons pas de façon détaillée ces facteurs, nous ne ferons que les dénombrer.

Le premier facteur est la formidable *accumulation*, la concentration inouïe du capital en Amérique, la formation de trusts immenses et de monopoles presque absolus. *L'exportation du capital* devient de plus en plus une question vitale pour le développement de l'impérialisme américain.

Le deuxième facteur, c'est un développement politique parallèle à ce développement économique. Le parti *républicain au pouvoir* s'est débarrassé de tous les éléments petits-bourgeois et des *farmers* et devient nettement le parti du capital financier. La scission de La Follette et la fondation du « troisième parti » en 1924 ont marqué un changement essentiel dans la composition sociale de ce parti. La candidature de Coolidge a été une victoire considérable de la grande bourgeoisie sur les éléments petits-bourgeois dans le parti républicain. Le choix de Coolidge a été une victoire décisive du capital financier.

Un troisième facteur, c'est le fait que ce parti régnant, « épuré » de tous ses éléments de gauche, se sépare officiellement de la politique menée antérieurement contre les trusts par tous les partis politiques de l'Amérique. Le président Coolidge a déclaré solennellement et avec force, dans un discours à la Chambre de commerce de New-York : « Certains groupes d'intérêts dans ce pays ont essayé dans le passé et essaieront dans l'avenir de dominer le gouvernement par un système de privilèges. En même temps, d'autres tentatives ont été faites, qui se répéteront encore, de pousser le gouvernement à mettre la main sur la propriété privée. Mais ces deux tentatives sont fortement discréditées et, si le peuple défend sa liberté avec vigilance, le danger sera écarté ».

Ensuite, il caractérise le capitalisme comme un facteur de « vérité », de « croyance » et de « justice », comme la force motrice la plus grande du « progrès moral et intellectuel de l'humanité ». Le capitalisme américain « corrige de plus en plus ses propres fautes » et il a rendu ainsi possible un changement de politique du gouvernement qui, « abandonnant les problèmes des réformes et de l'oppression s'est tourné vers ceux de l'épargne et de la construction ». En un mot, le nouveau mot d'ordre de Coolidge est : « Pleine liberté aux grands trusts ! ».

C'est avec une allégresse sans exemple que ce mot d'ordre a été accueilli en Amérique par la presse capitaliste. *La Herald Tribune* de New-York écrit : « Une nouvelle conception de l'entreprise apparaît aujourd'hui, du fait de la nouvelle position de l'opinion publique et du gouvernement à l'égard de l'entreprise capitaliste ».

Les *Daily News* de Chicago voient là l'avènement de l'âge d'or : « Le gouvernement se rend compte que la période des persécutions et des limitations est terminée et qu'une nouvelle ère s'ouvre pour l'industrie et le commerce ».

Ce n'est qu'à la lumière de l'histoire politique des Etats-Unis que l'on peut juger exactement de l'importance extraordinaire de cette volte-face. Il faut savoir que, dans ces dernières décades, toute la lutte politique en Amérique a été vraiment la lutte des *farmers* et des masses petites-bourgeoises contre les trusts ; toute la politique n'a été alors que lois contre les trusts pour empêcher le libre développement des monopoles. Dans aucun autre pays du monde, on n'a

édifié un système aussi compliqué de réglementation des trusts, et, nulle part, les trusts n'ont atteint un degré aussi absolu de monopole qu'en Amérique.

Au fur et à mesure que les trusts se développaient, les petits-bourgeois et les socialistes en « remuaient la boue », dévoilaient la puissance, les machinations de ces énormes monopoles et créaient une législation destinée à les réglementer et à endiguer leur développement. Plus les trusts devenaient puissants, plus la protestation officielle contre leurs « empiètements » apparaissait comme hypocrite, plus la « législation contre les trusts » s'amplifiait afin de calmer les *farmers* et les petits-bourgeois de plus en plus exploités et ruinés. Si, à l'heure actuelle, le capital financier américain se sent assez fort pour abandonner officiellement cette législation si compliquée et pour dire : à partir de maintenant nous ne voulons plus causer de difficultés aux trusts, nous ne voulons plus mettre aux trusts le « masque » d'une réglementation publique, il y a là un changement fondamental dans la politique américaine, une rupture radicale avec l'hypocrisie « démocratique », avec la ligne traditionnelle de Roosevelt et de La Follette. Il ne faut pas oublier que les Roosevelt et La Follette ont toujours été un *accessoire* nécessaire dans le mécanisme bien graissé de la politique capitaliste des classes dominantes en Amérique.

Un quatrième facteur de la situation américaine, qui n'est pas encore une réalité mais seulement une tendance, c'est la *lutte contre la politique protectionniste*. C'est en 1922 que la politique protectionniste de l'Amérique a, par application de la loi de protection Cumber-Fordney, atteint son point culminant. C'est à cette même époque, et en liaison avec l'édification de cette muraille de Chine autour de l'Amérique, qu'on a popularisé le mot d'ordre : *Tenons-nous loin de l'Europe*. Maintenant, une modification fondamentale dans cette question commence à se faire jour. Le capital financier américain a amorcé un mouvement pour la diminution des droits protectionnistes industriels. Quelle est la cause de cette brusque volte-face ? Le capital américain a investi tellement de capitaux en Europe qu'il lui faut maintenant songer à en récupérer, sous une forme ou sous une autre, les intérêts. Les milliards de dettes des Etats européens à l'Amérique viennent à leur tour de faire l'objet de règlements, et il faut que l'Europe commence maintenant à amortir intérêts et principal. Il est évident qu'elle ne peut le faire que sous forme d'exportations d'articles industriels. Mais les droits protecteurs des Etats-Unis empêchent les produits de l'industrie européenne de pénétrer en Amérique. Le Shylock du capital financier américain veut avoir sa livre de chair. C'est pour cela — et non pour des raisons pacifistes et libre-échangistes — qu'il est maintenant pour la démolition de la muraille douanière protectionniste.

Le capital financier américain est certes puissant, mais seul, sans alliés, il ne pourrait pas obtenir ce changement. Sous certains rapports, il règne encore en Amérique une « démocratie » formelle. Il faut encore, d'une façon ou d'une autre, mobiliser les « masses ». En 1922, on a réussi à édifier le protectionnisme parce que les *farmers* s'étaient alors prononcés pour l'établissement de droits protecteurs élevés en faveur de l'agriculture contre la concurrence de l'Europe et de l'Amérique du Sud. La première grande crise agricole d'après-guerre ébranla la croyance des *farmers* en l'efficacité du protection-